

De tous les défis qu'affronte le pays, l'immigration est le seul qui menace la paix civile



“De tous les défis qu'affronte le pays, l'immigration est le seul qui menace la paix civile”

Dans un long discours à l'Amicale gaulliste du Sénat, Pierre Brochand, ex-patron de la DGSE et ancien ambassadeur, a livré une analyse exceptionnelle sur l'immigration qui disloque la nation. Vous pourrez lire l'intégralité de son intervention dans le lien ci-dessous.

<https://www.tribunejuive.info/2022/12/07/pierre-brochand-ex-dgse-pourquoi-limmigration-est-lenjeu-central-de-notre-vie-publique/>

Un discours de vérité, sans langue de bois, sur ce défi existentiel que les gouvernements successifs refusent de

relever depuis quarante ans. D'ailleurs, la prochaine loi en préparation, voulue par le patronat, va aggraver la fracture identitaire du pays et le ruiner un peu plus.

Voici l'essentiel :

L'immigration incontrôlée est devenue un enjeu central pour le pays

- elle menace la paix civile
- son impact sur la vie collective est globalement négatif, conduisant à une tiers-mondisation de la société française et à sa régression continue dans des domaines-clés, tels que l'éducation, la productivité, les services publics, la sécurité, la civilité, etc.

Si l'immigration n'est pas un mal en soi, c'est une immigration très particulière que nous subissons depuis 50 ans. **Les sociétés "multi" sont toutes vouées à se déchirer.** Nous ne sommes pas plus "malins" que les Libanais ou les Yougoslaves, pour faire « vivre ensemble » des gens qui ne le souhaitent pas.

Les chiffres : Avec près d'un demi-million d'entrées annuelles et un taux de 40 % d'enfants de 0 à 4 ans d'origine immigrée, la cause me paraît entendue sur ce plan.

1) D'où venons-nous ?

Non, la France n'a pas toujours été une terre d'immigration. Pendant 1000 ans, de Charlemagne à Napoléon, il ne s'est rien produit. Mais depuis 1850 la France a connu trois vagues d'immigration :

- la première a duré un siècle. D'origine euro-chrétienne, **travailleuse et reconnaissante**, elle est un modèle d'assimilation réussie ;
- la seconde a démarré en 1970, exact contraire de la

première vague. Une immigration de peuplement venue du tiers-monde, de pays hautement défailants, à majorité musulmane. C'est un écart identitaire sans précédent et la plupart de nos immigrés se disent "racisés". Nous sommes submergés par des flux "en roue libre", sans que le peuple natif ait eu son mot à dire ;

- la troisième lame est consécutive au "Printemps arabe", avec détournement du droit d'asile et du droit des mineurs.

2) Où en sommes-nous ?

On n'a pas compris grand-chose à l'immigration actuelle si l'on n'a pas perçu d'emblée qu'elle était virtuellement conflictuelle. Nous avons été assez fous pour réinjecter chez nous les ingrédients des trois tragédies qui ont causé nos pires malheurs dans le passé :

- La discorde religieuse, théoriquement enterrée en 1905
- L'antagonisme colonial, en principe clos en 1962
- Le fléau du racialisme, dont nous pensions être libérés depuis 1945.

S'agissant du religieux, on ne peut considérer l'islam comme étant l'homologue du christianisme, enraciné chez nous il y a quinze siècles et depuis longtemps domestiqué par une laïcité taillée à sa mesure.

D'une part, en tant que croyance, l'islam est une religion "à l'ancienne", un bloc d'hétéronomie, un code englobant de pratiques ostensibles, un pavé de certitudes communautaires, brutalement tombé du ciel dans la mare d'une société post-moderne, qui ne croyant plus à rien, est complètement prise à contre-pied par cette effraction foudroyante (il y a aujourd'hui, en France, 25 fois plus de musulmans que dans les années 1960).

D'autre part, en tant que civilisation totale, fière, guerrière, offensive, militante, l'Islam a très mal vécu son

humiliation par l'Occident depuis deux siècles. Dès que la globalisation lui en a offert l'opportunité, il s'est réveillé tel un volcan.

De cette éruption, nous connaissons les manifestations : djihadisme, salafisme, islamisme, réislamisation culturelle. Tous symptômes désormais présents sur notre sol, montrant le caractère hégémonique de l'islam et signes d'une résurgence de la rivalité millénaire entre musulmans et Européens.

De plus, après le divorce des peuples d'Outre-mer en 1960, nous n'avons rien trouvé de mieux que de reconstituer le même face-à-face en métropole ! Erreur fatale. Le passé ne passe pas et nous sommes les éternels redevables.

Quant au clivage racial, il se manifeste de plus en plus comme en Amérique, avec l'hystérie wokiste, laissant penser que nos immigrés d'Europe sont eux aussi des descendants d'esclaves.

Mais, non contents d'avoir ranimé ces trois incendies mal éteints (religieux, colonial, racial), nous avons réussi l'exploit d'en allumer trois nouveaux, inconnus de notre histoire récente :

- Le premier tient à l'intrusion incongrue de mœurs communautaires d'un autre temps, héritées des pays d'origine et perpendiculaires à notre mode de vie : contrôle des femmes, justice privée, loi du talion, omerta, polygamie, excision, voire sorcellerie, etc.
- Autre dissension inouïe : l'alter nationalisme des arrivants, qui à la différence de leurs prédécesseurs, entendent conserver la nationalité juridique et affective de la patrie d'origine. Souvenons-nous, tous les jours, du coup de tonnerre fondateur que fut le match de football France/Algérie en 2001, tristement révélateur de l'émergence surréaliste de "français anti-français"

- Enfin, “cerise sur le gâteau”, ces communautés venues d’ailleurs n’ont pas seulement des contentieux avec la France, mais aussi entre elles : Maghrébins/Sub-Sahariens ; Algériens/Marocains ; Turcs/Kurdes et Arméniens ; Afghans, Tchétchènes, Soudanais, Érythréens, Somaliens, Pakistanais, prêts à en découdre, chacun de leur côté ; Roms rejetés par tous. Sans omettre l’effrayant parachutage d’un antisémitisme de type oriental. Ainsi, sorte de “cadeau bonus”, nous assistons au spectacle peu commun d’un territoire transformé en champ clos de toutes les querelles de la planète, qui ne nous concernent pas.

Les flux annuels s’ajoutant au stock, qui lui-même génère des naissances, la situation ne peut que s’aggraver.

En pratique, il s’avère que le plus gros des efforts est à la charge du groupe qui reçoit – c’est-à-dire nous -, aussi bien en termes financiers (politique de la ville, protection sociale), que de dérogations à nos principes (discrimination positive, mixité imposée, quotas).

Nos immigrés gardant un pied dedans, un pied dehors et l’intégration étant en échec, la partition reste l’option la plus probable, surtout si nous approchons le basculement démographique 50/50. Car, au fond, le scénario sécessionniste est la pente la plus naturelle d’une société “multi”. On assiste à une réislamisation des jeunes, avec des pans entiers du territoire qui créent une espèce de contre-colonisation, par le bas, qui ne dit pas son nom.

D’où, en fin de compte, deux évolutions effarantes, là encore, jamais observées :

- Une immigration qui diverge au fil des générations
- Une immigration qui s’autoproduit en boule de neige

Or, face à ces micro-contre-sociétés, nous sommes comme

tétanisés. Nous y repérons, non sans raison, autant de cocottes-minute, dont nous redoutons avant tout qu'elles n'exploient en même temps. Et pour l'éviter, nous sommes prêts à passer du compromis aux compromissions, en surenchérissant sur les concessions déjà consenties pour promouvoir l'intégration. C'est ce que l'on appelle, par antiphrase, les "accommodements raisonnables", lesquels ne sont rien d'autre que des reniements en matière de liberté d'expression, de justice pénale, d'ordre public, de fraude sociale et de laïcité ou sous forme de clientélisme subventionné.

Ces renoncements permanents et la démission généralisée ne peuvent que mener à l'affrontement. Incivilités, puis sur-délinquance, puis manifestations et vandalisme. Viennent ensuite les agressions et les émeutes.

Avec comme point culminant de ce continuum le terrorisme djihadiste, dont notre pays est la principale cible en Europe. Si nous restons les bras ballants, nous courons vers des lendemains tragiques.

3) Où allons-nous ?

Pour agir, deux conditions préalables : transparence statistique et refus du discours intimidant.

Place aux **statistiques ethniques** et assez de discours humanistes et culpabilisateurs qui paralysent toute action.

Stop au chantage au racisme, qui, à coups de fatwas, promet la mort sociale à tous ceux qui s'aviseraient de sortir la tête de la tranchée. **Face à ce terrorisme intellectuel, le choix est simple :**

- Soit on laisse tout filer et on roule vers l'abîme, en appuyant sur l'accélérateur,
- Soit on légifère régulièrement a minima pour parer au plus pressé. C'est reculer pour mieux sauter,

- Soit on réussit à se dépêtrer de notre camisole et à reprendre, en faisant enfin preuve de volonté politique, le volant du camion fou qui roule tout seul depuis 50 ans.

Les solutions

On ne peut empêcher les migrants de quitter leur pays. Mais nous pouvons décourager leur arrivée.

D'où 6 grands axes :

- Envoyer, urbi et orbi, le message que le vent a tourné à 180°, en s'attaquant bille en tête à l'immigration légale, qu'il convient de diviser au moins par 10
- Trancher à la même hauteur l'accès à la nationalité, qui doit cesser d'être automatique
- Contenir l'immigration irrégulière, en divisant par 20 ou 30 les visas, y compris étudiants, accordés aux pays à risques, en n'acceptant plus aucune demande d'asile sur notre territoire, en abolissant toutes les récompenses à la tricherie (aide médicale d'État, hébergement, régularisations, débarquement de navires "sauveteurs")
- Atténuer l'attractivité sociale de la France, en supprimant toutes les prestations non contributives aux étrangers, HLM compris, et en limitant à 3 enfants, par famille française, des allocations familiales, revalorisées sans conditions de revenus
- Dégonfler les diasporas, en réduisant les types, durées et nombres de titres de séjour et en excluant les renouvellements quasi automatiques
- Muscler notre laïcité "chrétienne" pour l'adapter au défi très différent de l'islam, en ne neutralisant plus seulement l'État et l'école, mais aussi l'espace public, les universités et le monde de l'entreprise.

Il faudra éventuellement légiférer en conséquence.

Si nous persistons dans notre aveuglement, nous allons vers un pays, où, a minima et par implosion lente, la vie ne vaudra plus la peine d'être vécue, ou, a maxima, vers un pays, où, à force d'explosions, on ne pourra plus vivre du tout.

Agissons pour nos enfants et petits-enfants auxquels notre devoir élémentaire est de ne pas léguer un pays chaotique, alors que nous l'avons reçu de nos aînés comme un cadeau magnifique.

(extraits du discours de Pierre Brochant)

Jacques Guillemain